Émile Durkheim (1897)

« La conception matérialiste de l'histoire. »

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel: mailto:mabergeron@videotron.ca
Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.uquebec.ca/index.htm

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraie de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: mailto:mabergeron@videotron.ca
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1897)

« La conception matérialiste de l'histoire. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim « La conception matérialiste de l'histoire » — Une analyse critique de l'ouvrage d'Antonio Labriola, Essais sur la conception matérialiste de l'histoire. Revue philosophique, XLIV, 1897, pp. 645-651.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.

La conception matérialiste de l'histoire

Par Émile Durkheim (1897)

Ce livre [1] a pour objet de dégager le principe de philosophie historique qui est à la base du marxisme, de le soumettre à une élaboration nouvelle, en vue non de le modifier, mais de l'éclairer et de le préciser. Ce principe, c'est que le devenir historique dépend, en dernière analyse, de causes économiques. C'est ce qu'on a appelé le dogme du matérialisme économique. Comme l'auteur croit en trouver la formule la meilleure dans le *Manifeste du Parti communiste,* c'est ce document qui sert de thème à son étude. Celle-ci comprend deux parties : la première expose la genèse de la doctrine, la seconde en donne le commentaire. Un appendice contient la traduction du manifeste.

D'ordinaire, l'historien ne voit de la vie sociale que la partie la plus superficielle. Les individus, qui sont les agents de l'histoire, se font des événements auxquels ils participent une certaine représentation. Afin de pouvoir comprendre leur conduite, ils s'imaginent poursuivre tel ou tel but qui leur apparaît comme désirable et ils se donnent des raisons pour se prouver à eux-mêmes et, au besoin, pour prouver aux autres que ce but est digne d'être désiré. Or, ce sont ces mobiles et ces raisons que l'historien considère comme ayant été

[1] Antonio LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire,* Giard & Brière, 1897.

réellement les causes déterminantes du devenir historique. Si, par exemple, il parvient à découvrir quelle fin les hommes de la Réforme se proposaient d'atteindre, il croit avoir expliqué du même coup comment la Réforme s'est produite. Mais ces explications subjectives sont sans valeur ; car les hommes ne voient pas les vrais motifs qui les font agir. Même quand notre conduite est déterminée par des intérêts privés, qui, nous touchant de plus près, sont plus faciles à apercevoir, nous ne distinguons qu'une très petite partie des forces qui nous meuvent, et non les plus importantes. Car les idées, les raisons qui se développent dans la conscience et dont les conflits constituent nos délibérations, tiennent le plus souvent à des états organiques, à des tendances héréditaires, à des habitudes invétérées dont nous n'avons pas le sentiment. À plus forte raison, en est-il ainsi quand nous agissons sous l'influence de causes sociales, qui nous échappent davantage parce qu'elles sont plus lointaines et plus complexes. Luther ne savait pas qu'il était « un moment du devenir du tiers état ». II croyait travailler pour la gloire du Christ et ne se doutait pas que ses idées et ses actes étaient déterminés par un certain état de la société ; que la situation respective des classes nécessitait une transformation des vieilles croyances religieuses. « Tout ce qui est arrivé dans l'histoire est l'œuvre de l'homme ; mais ce ne fut que très rarement le résultat d'un choix critique ou d'une volonté raisonnante » (p. 149).

Si donc on veut comprendre le véritable enchaînement des faits, il faut renoncer à cette méthode idéologique. Il faut écarter cette surface des idées pour atteindre les choses profondes qu'elles expriment plus ou moins infidèlement, les forces sous-jacentes d'où elles dérivent. Suivant le mot de l'auteur, « il faut dépouiller les faits historiques de ces enveloppes que les faits eux-mêmes revêtent tandis qu'ils évoluent ». La seule explication rationnelle et objective des événements consiste à retrouver la manière dont ils se sont réellement engendrés, non l'idée que se faisaient de leur genèse les hommes qui en ont été les instruments. C'est cette révolution dans la méthode historique que la conception matérialiste de l'histoire aurait réalisée.

En effet, si l'on procède ainsi, on constate, d'après Marx et ses disciples, que l'évolution sociale a pour source vive l'état où se trouve la technique à chaque moment de l'histoire, c'est-à-dire « les conditions du développement du travail et des instruments qui lui sont appropriés » (p. 239). C'est là ce qui constitue la structure profonde ou, comme dit notre auteur, l'infrastructure économique de la société. Selon que la production est agricole ou industrielle, suivant que les machines employées l'obligent à se concentrer en un petit nombre de grandes entreprises ou, au contraire, en facilitent la dispersion, etc., les rapports entre les classes de producteurs sont déterminés très différemment. Or c'est de ces rapports, c'est-à-dire des frottements, des antithèses de toute sorte, qui résultent de cette organisation, que tout le reste dépend. Et d'abord, l'État est une suite nécessaire de la division de la société en classes subordonnées les unes aux autres ; car l'équilibre ne peut se maintenir entre ces êtres économiquement inégaux que s'il est imposé par la violence et la répression. Tel est le rôle de l'État ; c'est un système de forces employées « à garantir ou à perpétuer un mode d'association dont le fondement est une forme de production économique » (p. 223). Ses intérêts se confondent donc avec ceux des classes dirigeantes. De même, le droit n'est jamais « que la défense coutumière, autoritaire ou judiciaire d'un intérêt déterminé » (p. 237) ; « il n'est que l'expression des intérêts qui ont triomphé » (p. 238) et, par consé-

quent, « il se réduit à l'économie presque immédiatement ». La morale, c'est l'ensemble des inclinations, des habitudes que la vie sociale, suivant la manière dont elle est organisée, développe dans les consciences particulières. Enfin, même les productions de l'art, de la science et de la religion sont toujours en rapport avec des conditions économiques déterminées.

L'intérêt scientifique de ce point de vue, c'est, dit-on, qu'il a pour effet de naturaliser l'histoire. On la naturalise par cela seul que, dans l'explication des faits sociaux, on substitue à ces idéaux inconsistants, à ces fantômes de l'imagination dont on faisait, jusqu'à présent, les moteurs du progrès, des forces définies, réelles, résistantes, à savoir la distribution des hommes en classes, rattachée elle-même à l'état de la technique économique. Mais il faut se garder de confondre cette sociologie naturaliste avec ce qu'on a appelé le darwinisme politique et social. Celui-ci consiste simplement à expliquer le devenir des institutions par les principes et les concepts qui suffisent à l'explication du devenir zoologique. Comme la vie animale se déroule dans un milieu purement physique qu'aucun travail n'a encore modifié, cette philosophie simpliste se trouve donc rendre compte de l'évolution sociale par des causes qui n'ont rien de social, à savoir par les besoins et les appétits qu'on trouve déjà dans l'animalité. Tout autre est, d'après M. Labriola, la théorie qu'il défend. Elle cherche les causes motrices du développement historique, non dans les circonstances cosmiques qui peuvent avoir affecté l'organisme, mais dans le milieu artificiel que le travail des hommes associés a créé de toutes pièces et surajouté à la nature. Elle fait dépendre les phénomènes sociaux non de la faim, de la soif, du désir génésique, etc., mais de l'état où se trouve parvenu l'art humain, des façons de vivre qui en sont résultées, en un mot d'œuvres collectives. Sans doute, à l'origine, les hommes, comme les autres animaux, n'ont eu pour terrain d'action que le milieu naturel. Mais l'histoire n'a pas à remonter jusqu'à cette époque hypothétique, dont nous ne pouvons actuellement nous faire aucune représentation empirique. Elle commence seulement quand un milieu supernaturel est donné, si élémentaire qu'il soit, car c'est seulement alors que commencent à apparaître les phénomènes sociaux ; et elle n'a pas à s'occuper de la manière, d'ailleurs indéterminable, dont l'humanité a été amenée à s'élever ainsi au-dessus de la pure nature et à constituer un monde nouveau. Par conséquent, on peut dire que la méthode du matérialisme économique s'applique à l'histoire tout entière.

De ces principes abstraits le socialisme révolutionnaire découle logiquement. De grands changements se sont produits depuis un siècle dans la technique industrielle, il doit donc en résulter des changements d'égale importance dans l'organisation sociale. Et comme tout ce qui concerne la nature et la forme de la production est fondamental et substantiel, la perturbation qui s'est ainsi produite n'est pas une affection sociale, restreinte, que des corrections partielles de notre économie collective peuvent faire cesser. C'est, de toute nécessité, une maladie *totius substantiae* qui ne peut être guérie que par une transformation radicale de la société. Il faut que tous les vieux cadres soient brisés, que toute la matière sociale soit mise en liberté afin de pouvoir être coulée dans des moules nouveaux.

Tel est le résumé de cet ouvrage que M. Sorel, dans la préface, présente, non sans raison, comme une importante contribution à la littérature socialiste. Sans doute on doit regretter l'extrême diffusion du développement, l'évidente

insuffisance de la composition, certaines violences de langage qui sont déplacées dans une discussion scientifique : c'est pourtant, à notre connaissance, un des plus rigoureux efforts qui aient été faits pour ramener la doctrine marxiste à ses concepts élémentaires et pour les approfondir. La pensée ne cherche pas à se dérober, comme il arrive trop souvent, en nuances indécises ; elle va droit devant elle, avec une sorte de verdeur. L'auteur n'a d'autre préoccupation que de bien voir le principe de croyances dont il accepte par avance et résolument toutes les conséquences logiques. Aussi cet exposé du système est-il remarquablement propre à en faire ressortir et les vues fécondes et les faiblesses.

Nous croyons féconde cette idée que la vie sociale doit s'expliquer, non par la conception que s'en font ceux qui y participent, mais par des causes profondes qui échappent à la conscience : et nous pensons aussi que ces causes doivent être recherchées principalement dans la manière dont sont groupés les individus associés. C'est même, nous semble-t-il, à cette condition, et à cette condition seulement, que l'histoire peut devenir une science et que la sociologie, par conséquent, peut exister. Car pour que les représentations collectives soient intelligibles, il faut bien qu'elles viennent de quelque chose et, comme elles ne peuvent pas former un cercle fermé sur lui-même, la source d'où elles dérivent doit se trouver en dehors d'elles. Ou la conscience collective flotte dans le vide, sorte d'absolu irreprésentable, ou elle se rattache au reste du monde par l'intermédiaire d'un substrat dont, par suite, elle dépend. D'un autre côté, de quoi peut se composer ce substrat, sinon des membres de la société, tels qu'ils sont socialement combinés ? Cette proposition nous paraît l'évidence même. Seulement, nous ne voyons aucune raison pour la rattacher, comme le fait l'auteur, au mouvement socialiste, dont elle est totalement indépendante. Quant à nous, nous y sommes arrivé avant d'avoir connu Marx, dont nous n'avons aucunement subi l'influence. C'est que, en effet, cette conception est l'aboutissement logique de tout le mouvement historique et psychologique de ces cinquante dernières années. Depuis longtemps, les historiens se sont aperçus que l'évolution sociale a des causes que les auteurs des événements historiques ne connaissent pas. C'est sous l'influence de ces idées que l'on tend ou à nier ou à restreindre le rôle des grands hommes, que, sous les mouvements littéraires, juridiques, etc., on cherche l'expression d'une pensée collective qu'aucune personnalité définie n'incarne complètement. En même temps et surtout, la psychologie individuelle est venue nous apprendre que la conscience de l'individu ne fait très souvent que refléter l'état sous-jacent de l'organisme ; que le cours de nos représentations est déterminé par des causes qui ne sont pas représentées au sujet. Dès lors, il était naturel d'étendre cette conception à la psychologie collective. Mais il ne nous est pas possible d'apercevoir quelle part le triste conflit de classes dont nous sommes actuellement les témoins a pu avoir dans l'élaboration ou dans le développement de cette idée. Sans doute celle-ci est venue à son heure et quand les conditions nécessaires à son apparition furent données. Elle n'était pas possible de tout temps. Mais il s'agit de savoir quelles sont ces conditions ; et quand M. Labriola affirme qu'elle a été suscitée « par le développement ample, conscient et continu de la technique moderne, par la suggestion inévitable d'un nouveau monde qui est en train de naître », il énonce comme évidente une thèse que rien ne prouve. Le socialisme a pu utiliser l'idée à son profit ; mais il ne l'a pas produite et, surtout, elle ne l'implique pas.

Il est vrai que si, comme le postule notre auteur, cette conception objective de l'histoire ne faisait qu'un avec la doctrine du matérialisme économique, comme celle-ci a certainement des origines socialistes [1], on pourrait croire que la première s'est constituée sous la même influence et s'inspire du même esprit. Mais *cette confusion est dénuée de tout fondement* ; *et il importe de la faire cesser.* Il n'y a aucune solidarité entre ces deux théories, dont la valeur scientifique est singulièrement inégale. Autant il nous paraît vrai que les causes des phénomènes sociaux doivent être recherchées en dehors des représentations individuelles, autant il nous paraît faux qu'elles se ramènent, en dernière instance, à l'état de la technique industrielle et que le facteur économique soit le ressort du progrès.

Sans même opposer au matérialisme économique aucun fait défini, comment ne pas remarquer l'insuffisance des preuves sur lesquelles il repose ? Voilà une loi qui a la prétention d'être la clef de l'histoire ! Or, pour la démontrer, on se contente de citer quelques faits épars, disjoints, qui ne constituent aucune série méthodique et dont l'interprétation est loin d'être fixée : on allègue le communisme primitif, les luttes du patriciat et de la plèbe, du tiers et de la noblesse qu'on explique économiquement. Alors même qu'on aura ajouté à ces rares documents, rapidement passés en revue, quelques exemples empruntés a l'histoire industrielle de l'Angleterre, on n'aura pas réussi à démontrer une généralisation d'une telle ampleur. Le marxisme est, sur ce point, en désaccord avec son propre principe. Il commence par déclarer que la vie sociale dépend de causes qui échappent à la conscience et à la raison raisonnante. Mais alors, pour les atteindre, il doit falloir des procédés aussi détournés et aussi complexes, pour le moins, que ceux qu'emploient les sciences de la nature ; toute sorte d'observations, d'expériences, de comparaisons laborieuses doivent être nécessaires pour découvrir isolément quelques-uns de ces facteurs, et sans qu'il puisse être question d'en obtenir actuellement une représentation unitaire. Et voilà que, en un instant, tous ces mystères sont éclaircis et qu'une solution simple est donnée à ces problèmes où l'intelligence humaine paraissait ne pouvoir pénétrer que si difficilement ! Dira-t-on que la conception objective, que nous venons d'exposer sommairement, n'est pas davantage prouvée d'une manière adéquate ? Rien n'est plus certain. Mais aussi elle ne se propose pas d'assigner aux phénomènes sociaux une origine définie ; elle se borne à affirmer qu'ils ont des causes. Car dire qu'ils ont des causes objectives n'a pas d'autre sens, les représentations collectives ne pouvant pas avoir leurs causes ultimes en elles-mêmes. C'est donc simplement un postulat destiné à diriger la recherche, toujours suspect par conséquent, car c'est l'expérience qui doit décider en dernier ressort. C'est une règle de méthode, non une loi dont on soit autorisé à déduire d'importantes conséquences, soit théoriques, soit pratiques.

Non seulement l'hypothèse marxiste n'est pas prouvée, mais elle est contraire à des faits qui paraissent établis. Sociologues et historiens tendent de plus en plus à se rencontrer dans cette affirmation commune que la religion est le plus primitif de tous les phénomènes sociaux. C'est d'elle que sont sorties, par transformations successives, toutes les autres manifestations de l'activité collective, droit, morale, art, science, formes politiques, etc. Dans le principe tout est religieux. Or nous ne connaissons aucun moyen de réduire la religion à l'économie ni aucune tentative pour opérer réellement cette réduction. Nul

[1] Encore que l'économisme orthodoxe ait lui aussi son matérialisme.

n'a encore montré sous quelles influences économiques le naturisme était sorti du totémisme, par suite de quelles modifications dans la technique il était devenu ici le monothéisme abstrait de Iahvé, là le polythéisme gréco-latin, et nous doutons fort que jamais on réussisse dans une pareille entreprise. Plus généralement, il est incontestable que, à l'origine, le facteur économique est rudimentaire, alors que la vie religieuse est, au contraire, luxuriante et envahissante. Comment donc pourrait-elle en résulter et n'est-il pas, au contraire, probable que l'économie dépend de la religion beaucoup plus que la seconde de la première ?

II ne faudrait pas, d'ailleurs, pousser les idées qui précèdent jusqu'à des extrémités où elles perdraient toute vérité. La psycho-physiologie, après avoir signalé dans le substrat organique la base de la vie psychique, a souvent commis la faute de refuser à cette dernière toute réalité ; de là est venue la théorie qui réduit la conscience à n'être qu'un épiphénomène. On a perdu de vue que si les représentations dépendent originellement d'états organiques, une fois qu'elles sont constituées, elles sont par cela même des réalités *sui generis*, autonomes, capables d'être causes à leur tour et de produire des phénomènes nouveaux. La sociologie doit, avec soin, se garder de la même erreur. Si les différentes formes de l'activité collective ont, elles aussi, leur substrat, et si elles en dérivent en dernière instance, une fois qu'elles sont, elles deviennent, à leur tour, des sources originales d'action, elles ont une efficacité qui leur est propre, elles réagissent sur les causes mêmes dont elles dépendent. Nous sommes donc loin de soutenir que le facteur économique ne soit qu'un épiphénomène : une fois qu'il existe, il a une influence qui lui est spéciale ; il peut modifier partiellement le substrat même d'où il résulte. Mais on n'a aucune raison pour le confondre, en quelque sorte, avec ce substrat, et pour en faire quelque chose de particulièrement fondamental. Tout fait croire, au contraire, qu'il est secondaire et dérivé. D'où il suit que les transformations économiques qui se sont produites au cours de ce siècle, la substitution de la grande à la petite industrie, ne nécessitent aucunement un bouleversement et un renouvellement intégral de l'ordre social, et même que le malaise dont peuvent souffrir les sociétés européennes ne doit pas avoir ces transformations pour origine.